



**PRÉFET
DE LA LOIRE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement
d'Auvergne-Rhône-Alpes**

Unité interdépartementale Loire/Haute-Loire
2 avenue Grüner
Allée C
42000 St-Étienne

St-Étienne, le 14/08/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 06/03/2025

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

PISCINES DESJOYAUX

ZI DU BAS ROLLET LA GOUYONNIERE

BP 280 _ 42480 La Fouillouse

Références : UID4243-DSSP-025-184

Code AIOT : 0006104853

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 06/03/2025 dans l'établissement PISCINES DESJOYAUX (ex. Forez Piscines) implanté ZI. du Bas Rollet - 42, avenue Benoît Fourneyron La Gouyonnière 42480 La Fouillouse. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- PISCINES DESJOYAUX (ex. Forez Piscines)
- ZI. du Bas Rollet - 42, avenue Benoît Fourneyron La Gouyonnière 42480 La Fouillouse
- Code AIOT : 0006104853
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société PISCINES DESJOYAUX exerce une activité de production de panneaux et structures de piscines en matières plastiques (polypropylène et polyéthylène). Le site dispose de deux ateliers de fabrication par injection et d'un atelier d'extrusion (production de granulés de matières plastiques). L'établissement exerce également une activité de négoce de produits d'entretien des eaux et d'accessoires divers pour les piscines.

Contexte de l'inspection : Récolement et suite Porter-à-connaissance EDD

Thèmes de l'inspection : Eau de surface et situation administrative

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Dispositif de pré-traitement des eaux pluviales	Arrêté Préfectoral du 05/02/1999, article 4.2.2	Avec suites, Demande d'action corrective	Demande d'action corrective	12 mois
3	Régularisation administrative	Code de l'environnement du 01/01/2019, article R512-46-23 – II	Avec suites, Demande d'action corrective	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	6 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
2	Rejet des effluents	Arrêté Préfectoral du 05/02/1999, article 4.3.1 et 4.3.2	Avec suites, Demande d'action corrective	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Dispositif de pré-traitement des eaux pluviales :

L'exploitant a mis en place des mesures pour les granulés plastiques, la mise en demeure a été levée. Bien que les eaux pluviales soient raccordées au réseau d'assainissement collectif, l'inspection insiste sur la nécessité d'analyses annuelles régulières pour ces effluents, avec des Valeurs Limites d'Émission (VLE) précises à respecter. L'exploitant doit donc planifier et réaliser ces analyses.

Rejet des effluents :

L'exploitant doit veiller à mettre à jour son plan des réseaux à chaque modification.

Régularisation administrative :

Les modifications notables du site ont été déclarées et ne sont pas jugées substantielles, n'affectant ni les seuils réglementaires ni la sécurité globale, notamment en matière d'incendie. Cependant, des actions complémentaires sont demandées. L'exploitant doit établir une procédure de mise en sécurité des voies de circulation en cas de fumées d'incendie et mettre à jour ses études foudre pour inclure les zones de stockage extérieures, afin de réduire les risques de perte de visibilité.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Dispositif de pré-traitement des eaux pluviales

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 05/02/1999, article 4.2.2
Thème(s) : Risques chroniques, Séparateurs d'hydrocarbures, présence du dispositif et entretien
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none">• lors de la visite d'inspection du 28/02/2024• type de suites qui avaient été actées : Avec suites, Demande d'action corrective
Prescription contrôlée : <p>4.2.2 [...] Les eaux de ruissellement provenant des aires susceptibles de recevoir accidentellement des hydrocarbures, des produits chimiques et autres polluants devront être traitées avant rejet par des dispositifs capables de retenir ces produits.</p>
Constats : <p>Concernant les prescriptions applicables aux stockages de billes plastiques (Décret n° 2021-461 du 16 avril 2021 relatif à la prévention des pertes de granulés de plastiques industriels dans l'environnement) : l'exploitant a mis en place la réalisation d'un audit et de paniers de récupération des granulés plastiques.</p> <p>Les constats relatifs à cette thématique ont fait l'objet d'un autre rapport d'inspection concluant à la mise en demeure du site. Un récolement a été effectué par le siège de la DREAL AuRA en juin 2025.</p> <p>L'exploitant transmet la convention collective avec SEM mais cette dernière n'indique pas la destination des eaux pluviales. L'exploitant confirme que les eaux pluviales sont destinées au réseau d'assainissement collectif muni d'une station d'épuration géré par le syndicat des 3 ponts comme indiqué dans l'arrêté préfectoral.</p> <p>Après les campagnes de recherche des PFAS, l'inspection rappelle la nécessité d'effectuer les analyses régulières sur les effluents d'eaux pluviales conformément aux prescriptions applicables au 4.7.7 de l'arrêté préfectoral d'autorisation « fréquence annuelle des prélèvements sur les eaux pluviales. »</p> <p>L'inspection propose à l'exploitant le respect de ces VLE pour les paramètres suivants :</p> <ul style="list-style-type: none">- pH compris entre 5,5 et 8,5,- la couleur de l'effluent ne provoque pas de coloration persistante du milieu récepteur,- l'effluent ne dégage aucune odeur,- Matières en suspension totales : <100 mg/l si le flux journalier maximal < 15 kg/j, <35 mg/l au-delà,- DCO (teneur chimique en oxygène sur effluent non décanté) : <300 mg/l si le flux journalier maximal autorisé n'excède pas 100 kg/j, <125 mg/l au-delà.- Hydrocarbures totaux : <10 mg/l,- DBO₅ (teneur biochimique en oxygène sur effluent non décanté) : <100 mg/l si le flux journalier maximal autorisé n'excède pas 30 kg/j, 30 mg/l au-delà.- NGL, azote global : 30 mg/l en concentration lorsque le flux journalier maximal autorisé est égal ou supérieur à 50 kg/j,- Pt, phosphore total : 10 mg/l en concentration moyenne mensuelle lorsque le flux journalier maximal autorisé est égal ou supérieur à 15 kg/j,- indice phénol (code sandre 1440) : 0,3 mg/l si le rejet dépasse 3 g/j,
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : <p><u>Demande n°1 :</u></p> <ul style="list-style-type: none">• Planifier les prochaines analyses d'eaux pluviales et les réaliser de manière régulière.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 12 mois

N° 2 : Rejet des effluents

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 05/02/1999, article 4.3.1 et 4.3.2
Thème(s) : Risques chroniques, Plan des réseaux de canalisation des effluents
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none">• lors de la visite d'inspection du 28/02/2024• type de suites qui avaient été actées : Avec suites• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande d'action corrective• date d'échéance qui a été retenue : 18/06/2024
Prescription contrôlée : <p>Art.4.3.1 les réseaux de collecte des effluents doivent séparer les eaux pluviales (et les eaux non polluées s'il y en a) et les diverses catégories d'eaux polluées.</p> <p>Art.4.3.2 Un plan des réseaux de collecte des effluents faisant apparaître les secteurs collectés les points de branchement, regards, avaloirs, postes de relevage, postes de mesure, vannes manuelles et automatiques, ... doit être établi, régulièrement mis à jour, notamment après chaque modification notable, et daté. Il est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées ainsi que des services d'incendie et de secours.</p>
Constats : <p>Depuis l'inspection du 28/02/24, l'exploitant a effectué, début juillet 2024, une mise à jour des plans concernant les réseaux de collecte.</p> <p>Cependant, l'inspection du 10/07/24 sur la thématique des granulés plastiques industriels a permis de constater des incohérences : il manquait à minima la représentation de deux regards d'eaux pluviales ou eaux sanitaires dans l'atelier injection 1 et une grille "non étanche". Depuis, aucune nouvelle investigation n'a été menée.</p> <p>Ce constat a fait l'objet d'un récolement par le siège de la DREAL AuRA en juin 2025 :</p> <p>« Lors de la précédente inspection, il avait été demandé à l'exploitant de mettre à jour son plan des réseaux en cohérence avec la réalité. Lors de la présente inspection, il a pu être constaté que l'exploitant a mis à jour son plan des réseaux (mise à jour datée du 30 avril 2025). Il indique que ce dernier devra de nouveau être modifié suite à la construction d'un nouveau bâtiment sur le site prévue en fin d'année.</p> <p>Observation 2 : L'exploitant veillera à mettre à jour son plan des réseaux après chaque modification notable. »</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Régularisation administrative

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 01/01/2019, article R512-46-23 – II
Thème(s) : Situation administrative, Porter à connaissance modificatif
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none">• lors de la visite d'inspection du 28/02/2024• type de suites qui avaient été actées : Avec suites• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande d'action corrective• date d'échéance qui a été retenue : 18/04/2024
Prescription contrôlée : <p>II. - Toute modification apportée par le demandeur à l'installation, à son mode d'exploitation ou à son voisinage, et de nature à entraîner un changement notable des éléments du dossier de demande d'enregistrement, et notamment du document justifiant les conditions de l'exploitation projetée mentionné au 8° de l'article R. 512-46-4, doit être portée avant sa réalisation à la connaissance du préfet avec tous les éléments d'appréciation. S'il estime, après avis de l'inspection des installations classées, que les modifications sont substantielles, le préfet invite l'exploitant à déposer une nouvelle demande d'enregistrement. Une modification est considérée comme substantielle, outre les cas où sont atteints des seuils quantitatifs et des critères fixés par arrêté du ministre chargé des installations classées, dès lors qu'elle est de nature à entraîner des dangers ou inconvénients significatifs pour les intérêts mentionnés aux articles L. 211-1 et L. 511-1. S'il estime que la modification n'est pas substantielle, le préfet fixe, s'il y a lieu, des prescriptions complémentaires, dans les formes prévues à l'article R. 512-46-22.</p>
Constats : <p>Bien qu'en aval de la mise en œuvre de modifications notables, l'exploitant a transmis à l'inspection le porter-à-connaissance demandé par l'inspection en date du 26 septembre 2024.</p> <p>Le dossier présente l'absence de nouvelles activités ou d'augmentation de capacité atteignant un seuil IED ou entrant dans le champ des établissements SEVESO. Il indique que les modifications n'ont entraîné aucun seuil d'Evaluation Environnementale systématique pour chacune des rubriques de la nomenclature EE annexée au R.122-2. L'augmentation des stockages (capacité maximale) est inférieure à 10 % des stockages actuellement autorisés.</p> <p>Il précise également que ces travaux d'aménagement ont eu, pour l'exploitation du site, un impact positif pour la prévention des incendies et la collecte et le stockage des eaux d'extinction.</p> <p>L'étude détaillée du risque incendie au niveau des différentes zones de stockage montre que :</p> <ul style="list-style-type: none">• L'ensemble des flux réglementaires y compris dans le cas d'un incendie généralisé, ne sort pas des limites de propriété du site PISCINES DESJOYAUX ;• Aucun dépassement des seuils réglementaires vis-à-vis de la toxicité potentielle des fumées n'est observé au-delà des limites de propriété ;• Les risques d'effet domino entre les différentes zones de stockage ont été fortement limités par les aménagements du parc logistique ;• La cinétique de développement du feu est lente et est donc compatible avec l'évacuation des personnes ;• La mise en place des procédures et solutions de confinement des eaux d'extinction incendie limitera les impacts sur le milieu naturel. <p>Aucun scénario de la dispersion des fumées émises lors d'un incendie ne se trouve dans la zone à risque élevé de la grille de criticité dite MMR.</p> <p>Le rapport d'instruction de ce dossier est joint à ce présent rapport. Il prend en considération la</p>

révision de l'étude de danger pour la globalité du site qui conclue à la non-susbtantialité des modifications apportées.

Toutefois, le rapport demande à l'exploitant de transmettre les justificatifs des études et procédures qu'il s'est engagé à mettre en œuvre :

- procédure de mise en sécurité des voies de circulation dans le cas d'un incendie générant un panache de fumées noires survenant sur le site (Sollicitation du Conseil Général et de la DIR Centre-Est),
- à jour ses études foudre (ARF et ETF) en y incluant les zones de stockage extérieures, et ainsi potentiellement réduire les probabilités d'occurrence des accidents pouvant générer une perte de visibilité hors du site.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Demande n°2 :

- Mise en place, avec les services concernés, de la procédure de mise en sécurité des voies de circulation en cas de dispersion de fumées noires issues d'un incendie.

Demande n°3 :

- Mise à jour des études foudres (ARF et ETF) en y incluant les zones de stockage extérieures et conclure le cas échéant aux modifications à apporter pour réduire les probabilités d'occurrence des accidents pouvant générer une perte de visibilité hors du site.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective

Proposition de délais : 6 mois